

8^{ème} Édition de la Semaine de la Jeunesse contre la Corruption :
«20 ans de la Convention des Nations Unies contre
la corruption : Unissons le monde contre la Corruption»

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 21 FÉVRIER 2024

1525

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Loi de Finances 2024

1.389 milliards FCFA
à mobiliser par l'État



Terrain du stade malien de Bamako
Inauguration du Château d'Eau offert par Yeah Samaké



Atelier de formation sur la cybercriminalité :
Les mises en garde du procureur de la Commune 4

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

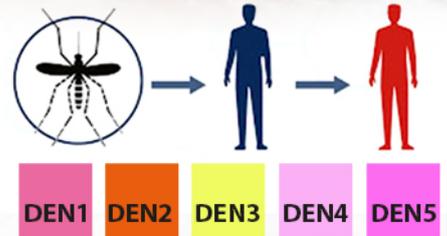


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation : 4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



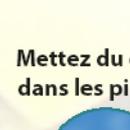
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.14



P.19



P.25



/ Une /

Loi de Finances 2024 :
1.389 milliards FCFA à mobiliser par l'État

P.4

/ Breves /

Terrain du stade malien de Bamako : Inauguration du Château d'Eau offert par Yeah Samaké
Ministère de l'Économie et des Finances : Consolidation du Partenariat Mali/Banque Mondiale
SNJ : Mise en route des admis à la Fonction Publique de l'Etat et des Collectivités Territoriales
Conception des Programmes/Projets de Développement : Renforcement des Capacités des Cadres de l'ANPE
Ségou : Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme en Atelier-Retraite

P.13

P.14

P.15

P.16

P.17

/ Actualité /

248ème anniversaire de l'Indépendance des États-Unis :
Le Mali aux cotés de la diplomatie américaine
Ménaka et Gao : Le ministre de la santé et du développement social au chevet des structures sanitaires et des démunis
Formation professionnelle : Le Mali en pleine campagne de sensibilisation

P.19

P.21

P.23

/ Politique /

Sommet de l'AES à Ouagadougou : Renforcement de la coopération régionale et lutte contre le terrorisme
8ème Édition de la Semaine de la Jeunesse contre la Corruption : «20 ans de la Convention des Nations Unies contre la corruption : Unissons le monde contre la Corruption»
Atelier de formation sur la cybercriminalité : Les mises en garde du procureur de la Commune 4

P.25

P.28

P.30

/ Culture & Société /

Festival des communautés de culture songhay
C'est parti pour la première édition !

P.32

/ International /

Le Général Tiani : Le Niger devient le principal fournisseur de gasoil dans la sous-région
Dissolution du gouvernement : Réactions contrastées des citoyens

P.33

P.34

/ Sport /

CAN Côte d'Ivoire 2024 :
Analyse post-compétition

P.36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Loi de Finances 2024

1.389 milliards FCFA à mobiliser

par l'État

Le ministre de l'Économie et des Finances, Aloussenu Sanou, a présidé le lundi 19 février 2024 la cérémonie de lancement du calendrier d'émissions des titres publics de l'année 2024 à l'hôtel Radisson Collection. Cette cérémo-

nie s'est déroulée en présence du ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, du directeur national de la BCEAO pour le Mali, Barema Bocoum, de la directrice de UMOA-Titres par intérim, Madame Oulimata N'Diaye

Diassé, de la Présidente de l'Association professionnelle des Banques et des Établissements Financiers du Mali, Mme Sidibé Aissata KONE, ainsi que du Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique, Siaka Sa-



maké, des directeurs généraux des banques, des sociétés de gestion et d'intermédiation et des compagnies d'assurance de la place de Bamako.

Le directeur national du Trésor et de la Comptabilité Publique, Siaka Samaké, a souligné que le marché financier régional constitue aujourd'hui une source de financement incontournable pour l'ensemble des pays de l'UEMOA. En 2023, le calendrier initial d'émissions de titres publics pour la cou-

verture des besoins de financement de l'État du Mali se chiffrait à 1.389 milliards FCFA. Grâce à l'accompagnement des investisseurs, l'État du Mali a pu mobiliser sur le marché 1.012 milliards de FCFA. Ce résultat a été atteint à travers la réalisation de vingt-six (26) émissions, dont vingt-quatre (24) émissions par adjudication et deux emprunts obligataires par Appel Public à l'Épargne (APE). Parmi ces émissions, il convient de souligner l'organisation de deux opérations spéciales de rachats de titres pu-

blics par la BCEAO, qui ont permis au Mali de mobiliser près de 222 milliards de FCFA sur le marché financier.

La directrice de UMOA-Titres, Oulimata N'diaye Diassé, a saisi l'occasion qui lui est offerte pour renouveler sa profonde gratitude à l'État du Mali, et en particulier au ministre de l'Économie et des Finances, ainsi qu'au directeur national du Trésor et de la Comptabilité Publique, pour l'excellente collaboration avec UMOA-Titres

depuis sa création. Elle a souligné les défis rencontrés en 2023 dans un contexte économique difficile, impacté par les crises mondiales. La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest est entrée dans un cycle de normalisation de sa politique monétaire, en réponse aux défis économiques rencontrés.

Conjoncture économique et marché financier au Mali

Ces conjonctures macro-économiques relativement complexes ont contribué à réduire la liquidité disponible pour le financement des États sur le marché financier régional, en particulier sur le marché financier des titres publics. Cependant, c'est l'occasion pour nous de saluer la résilience de ce marché, ainsi que l'ingéniosité et l'assiduité de ses acteurs.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Alousseni Sanou, a déclaré que pour répondre à ses besoins de financement, l'État du Mali intervient sur le marché financier régional en émettant des titres publics, conformément aux orientations de la politique budgétaire définies dans le Cadre Stratégique de la Refondation de l'État (2022-2031) et le Plan d'Ac-

tions Prioritaires du Gouvernement de Transition (2022-2024).

En 2023, le Mali a été confronté aux séquelles des crises sécuritaire et sanitaire liées à la Covid-19, ainsi qu'à la crise en Ukraine, entraînant une flambée des prix et un ralentissement de la production. Sur le plan financier, l'année 2023 a été marquée par des taux de couverture faibles des émissions, une augmentation des coûts de financement et la hausse des taux directeurs de la BCEAO. Malgré ces défis, le Trésor Public du Mali a réussi à mobiliser près de 1 012 milliards FCFA sur le marché financier régional, et je tiens à vous remercier pour votre soutien constant au développement économique et social du Mali.

Par ailleurs, le ministre Sanou a souligné que les résultats de la revue annuelle 2023 de la notation financière du Mali en monnaie locale confirment la résilience économique du pays. En effet, l'Agence maintient la note attribuée au Mali dans la catégorie des «Notes d'Investissement» avec A3 à court terme et BBB à long terme, toutes deux avec une perspective stable. Cette note témoigne de la solidité des fonda-

mentaux de l'économie malienne malgré la crise multidimensionnelle.

Pour l'année 2024, l'État du Mali prévoit de mobiliser 1.443 milliards de FCFA conformément à l'équilibre financier établi dans la Loi de Finances 2024. Le ministre a invité les investisseurs à participer activement aux émissions du Mali en 2024 pour soutenir le développement économique du pays.

Remise de Prix aux Meilleurs Investisseurs des Titres Publics

La cérémonie a été marquée par la remise des prix aux meilleurs investisseurs des titres publics. Les banques lauréates sont : la Banque Malienne pour la Solidarité (BMS-SA), la Banque Malienne pour le Développement (BDM-SA) et la Banque Nationale pour le Développement Agricole (BNDA), classées respectivement première, deuxième et troisième dans le classement des investisseurs ayant le plus soutenu l'État du Mali en 2023.

■ Ibrahim Sanogo avec Mamadou Komina (Stagiaire)



SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

■ Yeah Samake



Rencontre avec Monsieur Moussa Sira Sissoko, Président du BNJ du PACP

CHERS AMIS,

Hier, j'ai eu le plaisir de rencontrer Monsieur Moussa Sira Sissoko, le dynamique Président du Bureau National des Jeunes du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP). Dans un échange profond et constructif, nous avons discuté de la situation actuelle de notre parti et des enjeux majeurs auxquels notre nation fait face en cette période cruciale de Transition Politique.

Le Président Sissoko a partagé avec moi ses visions et propositions innovantes pour revitaliser notre structure jeunesse, essentielle à la mobilisation et à l'engagement civique dans notre chemin vers un Mali prospère et uni. Ses idées, allant de l'engagement direct des jeunes dans les communautés à l'utilisation des technologies modernes pour mieux communiquer nos valeurs, sont un témoignage de sa passion et de son dévouement pour notre cause.

Cette rencontre m'a non seulement renforcé dans ma conviction que la jeunesse est au cœur du changement positif que nous souhaitons pour notre pays, mais elle a aussi ouvert de nouvelles voies pour l'implication ac-



tive de nos jeunes dans le processus démocratique et dans la construction d'un Mali meilleur pour tous.

Je tiens à exprimer ma gratitude envers Monsieur Sissoko pour cette discussion enrichissante et pour son engagement indéfectible envers notre parti et notre pays. Ensemble, avec la force et l'innovation de notre jeunesse, nous avancerons vers un avenir prometteur pour le Mali.

#PACP #JeunesseEngagée #TransitionPolitique #Mali

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

■ Africable Télévision



Synergie d'Action pour le Mali

Des membres de la CODEM et de Jiguiya Kura se désolidarisent de «l'attitude solitaire» du Président Housseynou Amion Guindo et d'autres camarades.

COMMUNIQUE DE PRESSE RELATIF A LA PARTICIPATION DE LA CODEM A LA CONFERENCE DE PRESSE DE LA SYNERGIE D'ACTION POUR LE MALI

Nous, soussignés, avons été surpris de découvrir via les réseaux sociaux une déclaration émanant d'un regroupement d'associations politiques au siège du Centre de l'Imam Mahmoud Dicko et en présence de quelques membres de la CODEM représentant Jiguiya Kura, réunis au tour de la CMAS. Cette déclaration a été suivie par une interview accordée à l'AFP par Housseini Amion GUINDO président du parti CODEM appelant à un rassemblement pour une opposition forte et assumée face aux autorités de la transition en cours.

Nous dénonçons d'une part le comportement de certains de nos camarades présents à ce point de presse et d'autre part, l'interview du président Housseini Amion GUINDO qui n'a pas été débattue au sein du bureau national, et qui n'a pas encore moins fait l'objet de consultation de nos militants à la base pour engager notre formation politique dans une aventure aux desseins inavoués.

Cette attitude solitaire de ces camarades est le reflet de la mauvaise gouvernance que traverse la CODEM.

Par conséquent, nous, réunis au sein d'un collectif, et après avoir délibéré, informons l'opinion publique de notre désaccord. Nous ne nous identifions pas dans cette déclaration.

Nous lançons un appel au rejet de cette démarche solitaire de ces responsables qui agissent uniquement en leur nom propre.

Fait à Bamako, le 20 février 2024

Pour le collectif

Amadou AYA

1er Secrétaire général Adjoint

Wassa TV



#Distinction : 15 cadres décorés au ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine sous la présidence du Ministre Mossa Ag Attaher.

En présence du Grand Chancelier des Ordres Nationaux, le Général Amadou Sagafourou GUEYE, les contributions exceptionnelles des bénéficiaires du jour ont été reconnues à travers des distinctions : Chevaliers de l'Ordre National et Mérites Nationaux.



Tchoukoulou Zeus Aggara



On a vu un DD disponible pour l'équipe nationale Didier Drogba restera toujours un héros légende du football du 225

Ma question : Qu'es-ce que Drogba gagnera après cette victoire, il mérite le respect, il mérite de diriger le football ivoirien .

Nous sommes fiers de Toi la légende

#Toutlemonde



Med Sesay



GROSSE FORCE À VOUS ! L'artiste, Souleymane Bangoura dit Soul Bang's et sa femme vivent un moment de calvaire au Sénégal. Depuis Dakar, les deux se sont vu retirer leurs documents de voyage (passeport] par les autorités de ce pays. Sans aucune raison valable, selon Soul. Il l'a annoncé ce soir via un direct avec son compte Meta. Waouh. Après on dit qu'on est une famille ? Vraiment ?



Airs d'Afrique+



Merci à celle qui travaille dans l'ombre:
Hélène Lee

Hélène Lee est une journaliste française, spécialiste de la musique jamaïcaine et ouest-africaine.

Elle commence sa carrière en 1979 chez Libération et est l'une des premières à défendre les musiques du monde en France.

Son travail sur les artistes africains a permis d'aider certains d'entre eux à décoller sur la scène internationale, comme Salif Keïta, Alpha Blondy, Ray Lema ou encore Tiken Jah Fakoly. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages sur la culture jamaïcaine, contribuant ainsi au développement du reggae en France et en Afrique.



Primature du Mali



RETOUR DU PREMIER MINISTRE A LA PRIMATURE :

« JE REPRENDS AVEC BEAUCOUP D'ENERGIE ». De retour à la Primature après deux semaines de repos, le Premier ministre Choguel Kokalla MAÏGA a été chaleureusement accueilli par les membres de son Cabinet, ce lundi 19 février 2024.

Au nom de tout le Cabinet, c'est le Directeur de Cabinet, Mohamed Sidda DICKO qui a souhaité la bienvenue au Premier ministre, avant de lui réitérer le plein engagement de tous ses collaborateurs à ses côtés.

Le Premier ministre a remercié les membres de son Cabinet pour leur constance, leur professionnalisme. Des collaborateurs qui, selon lui, «sont restés chevillés à la vision du Premier ministre », a-t-il ajouté.

Cette rencontre riche en émotions, marque la reprise officielle du Premier ministre Choguel Kokalla MAÏGA aux commandes de la Primature et du Gouvernement de Transition.

Prochain rendez-vous, le Conseil de Cabinet prévu demain mardi.

CCRP



Abdou Karim SALL



@KarimSall

Le jeune Loukar DIA, grand pilier de l'ex-Pastef Mbao rejoint la Coalition BBY. Je l'ai reçu ce lundi 19 février 2024.



■ KONATE Malick



@konate90

Mme la ministre de l'énergie a nié avoir déclaré qu'il y aurait une nette amélioration «Demain» dans la fourniture d'électricité lors de sa sortie en octobre 2023. Journaliste : Lors de votre intervention à la télévision nationale en octobre dernier, de nombreux citoyens ont cru comprendre que vous aviez annoncé une amélioration dès le lendemain. Quand est-ce que les coupures d'électricité prendront fin ? Mme la ministre : « Je tiens à rectifier que je n'ai pas dit qu'il y aurait une amélioration dès le lendemain. J'ai plutôt mentionné que même demain, nous ne pouvons garantir que cela prendra fin. Toute personne connaissant les réalités en place ne le dirait jamais. Personne ne peut affirmer que les problèmes d'EDM et d'eau se résoudront du jour au lendemain. Même avec les moyens financiers, il reste un travail colossal à accomplir. Ils travaillent souvent tard, jusqu'à 22 h ou 23 h, car c'est un travail minutieux. Ce que nous pouvons dire aux Maliens, c'est que nous travaillons dessus et prions pour que Dieu nous aide à le conclure rapidement. Je tiens à remercier les autorités qui continuent de nous soutenir dans cette tâche. » #Bèki_Takè

■ Séga DIARRAH



@segadiarrah

1/17 Kissima Doukara: Un parcours d e lumière et d'ombre. Plongeons dans l'his- to ire d'un homme qui a marqué le Mali, entre ambition et tragédie. #Mali Une figure qui divise, entre admiration pour son leadership et critiques de ses méthodes.



■ Fahad Ag Almahmou



@Idarfa

Bon à savoir : AES, espace appartenant à 70% aux touaregs et aux peuls. Ces 2 communa- tés sont martyrisées actuellement par les 3 juntes pro russes au pouvoir. En cas de changement de langue le Tamacha- ght est la seule langue locale qui a une écriture.

■ Larmes des pauvres



@Ocisse691

À mon humble avis, le PM Choguel Koka- Maïga est vieux et malade donc incapable de di- riger le gouvernement, je lui souhaite meilleure santé. Le #Mali mérite un chef de gouv jeune et dynamique et non confronté à des repos cycliques.

COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Terrain du stade malien de Bamako Inauguration du Château d'Eau offert par Yeah Samaké



En cette journée ensoleillée et empreinte de solidarité, s'est déroulée une cérémonie d'inauguration au Stade Malien de Bamako pour célébrer la mise en service du nouveau château d'eau. Cette réalisation remarquable a été rendue possible grâce à la générosité de la Fondation STIRLING, à travers la Fondation Empower Mali, démontrant ainsi leur engagement envers le développement et le bien-être de la communauté sportive locale.

L'événement a été marqué par la présence de Yeah Samaké et de son épouse Marissa Coutinho Samaké, qui ont symboliquement coupé le ruban pour marquer l'ouverture officielle de cette nouvelle infrastructure hydraulique. Le président du Stade Malien, figure emblématique du football à Bamako, ainsi que de nombreux membres de son bureau et des supporters enthousiastes ont également participé à cette cérémonie, donnant à l'événement une dimension particulière.

L'inauguration du château d'eau offert par la fondation de Yeah Samaké et son partenaire, la fondation STIRLING, a suscité des remerciements chaleureux et une profonde reconnaissance de la part du président du club, exprimant ainsi l'importance de cette réalisation pour la

communauté sportive et pour l'ensemble des habitants de Bamako.

La Fondation STIRLING et la Fondation Empower Mali ont été vivement remerciées pour leur contribution généreuse, qui va au-delà de la simple construction d'une infrastructure. Il s'agit d'un investissement dans la santé, la jeunesse et l'avenir de la nation malienne.

Cette initiative a été réalisée suite à une démarche de la Commission Finance dirigée par Alain Dembélé, à la demande du Comité Exécutif du Club, avec le soutien du Politicien Niankoro Yeah Samaké, Président du PACP. Le coût total de cette réalisation s'élève à 9 500 000 francs CFA, et le donateur, Yeah Samaké, a souligné que c'est le début d'un partenariat prometteur entre sa Fondation et les Blancs de Bamako, notamment sur le plan sportif, visant à renforcer les performances du Stade Malien de Bamako sur la scène continentale.

Cette inauguration marque un pas significatif dans l'amélioration des infrastructures sportives et de santé à Bamako, et témoigne de l'importance de la solidarité et de l'engagement communautaire pour le progrès de la société malienne. De plus, ce château d'eau vient s'ajouter à la longue liste des infrastructures réalisées et offertes par l'ambassadeur Yeah Samaké à ses concitoyens pour contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Fatou Sissoko



Ministère de l'Économie et des Finances Consolidation du Partenariat Mali/Banque Mondiale

Le ministre de l'Économie et des Finances du Mali, Monsieur Alousseni SANOU, a accueilli lundi matin le Vice-Président de la Banque mondiale pour la Région Afrique de l'Ouest et du Centre, Monsieur Ousmane Diagana, pour une visite de travail de trois jours. L'objectif principal de cette visite était de renforcer le partenariat entre le Mali et la Banque mondiale.

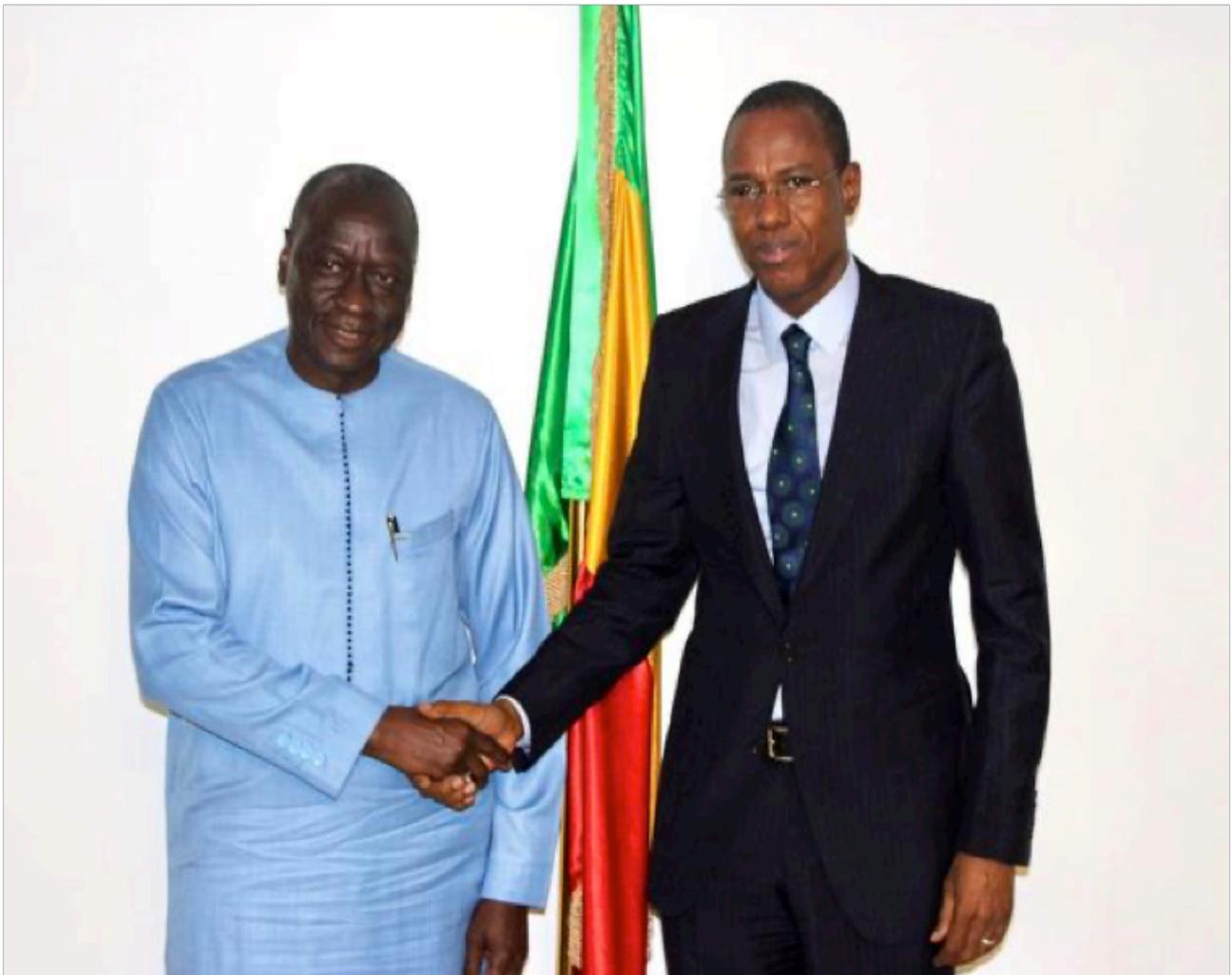
Au cours de cette rencontre, qui s'est tenue en présence des membres du gouvernement et de l'équipe locale de la Banque mondiale, les deux personnalités ont échangé sur les enjeux et les priorités de l'État du Mali. Ils ont également dressé un état des lieux des défis auxquels le pays est confronté. Cette réunion élargie a permis de discuter des moyens d'améliorer la coopération entre le Mali et la Banque mondiale afin de relever ces défis de manière efficace et durable.

Monsieur Alousseni SANOU a souligné l'importance de ce partenariat pour le développement économique et social du Mali. Il a exprimé sa gratitude envers la Banque mondiale pour son soutien continu et a réaffirmé l'engagement du gouvernement malien à travailler en étroite collaboration avec l'institution financière internationale pour atteindre les objectifs communs.

De son côté, Monsieur Ousmane Diagana a salué les progrès réalisés par le Mali dans divers domaines et a exprimé la volonté de la Banque mondiale de renforcer son appui au pays. Il a souligné l'importance de la coordination et de la concertation entre les autorités maliennes et la Banque mondiale pour garantir l'efficacité des programmes de développement mis en place.

Cette rencontre marque une nouvelle étape dans le partenariat fructueux entre le Mali et la Banque mondiale. Surtout après une rupture presque musclée entre le pays et certains de ses partenaires. Elle témoigne de la volonté des deux parties de travailler ensemble pour surmonter les défis actuels et de bâtir un avenir meilleur pour le peuple malien.

Fatou Sissoko



SNJ**Mise en route des admis à la Fonction Publique de l'Etat et des Collectivités Territoriales**

La cérémonie de départ des admis à la Fonction Publique de l'Etat et des Collectivités Territoriales s'est déroulée le lundi 19 février 2024, dans la cour de l'Ex-SNJ à Djicoroni-Para, sous la présidence de M. Abdoul Kassim FOMBA, ministre de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne.

La 5ème cohorte, composée initialement de 850 recrues, est exclusivement constituée de fonctionnaires, notamment des élèves fonctionnaires de l'Ecole Nationale d'Administration, des Enseignants des Collectivités Territoriales, des auditeurs de justice, des greffiers en chef, ainsi que des membres de la 4ème cohorte qui n'ont pas effectué leur service militaire obligatoire.

Ces nouvelles recrues vont suivre une Formation Commune de Base (FCB) de 06 mois au Centre d'Instruction de Bapho (Ségou), axée sur l'éducation, la formation physique, civique et professionnelle. Cette formation vise à les préparer à contribuer pleinement au développement

économique, social, culturel et aux besoins de défense nationale.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports a souligné les trois principales missions du Service National des Jeunes (SNJ). La première est la formation physique et militaire (FCB) pour inculquer la maîtrise de soi aux fonctionnaires. La seconde concerne la formation morale pour développer le sens de citoyenneté, le patriotisme et le don de soi. Enfin, la formation professionnelle vise à renforcer leur employabilité et leur intégration dans le milieu professionnel pour contribuer à l'émergence économique et sociale du Mali.

Le Colonel Tiémoko CAMARA, Directeur Général du Service National des Jeunes, a assuré que les recrues seront bien formées pour servir le pays. Il a précisé que la formation se déroulera en deux phases : physique et civique, encadrées par des instructeurs qualifiés. Il a insisté sur l'importance de la discipline, du loyalisme, du don de soi et de l'esprit de sacrifice parmi les nouveaux fonctionnaires.

Cette cérémonie marque le début d'un parcours exigeant mais essentiel pour ces jeunes recrues, appelées à jouer un rôle essentiel dans la construction et le développement du Mali.

Arouna Sidibé



Photo DIRPA

Conception des Programmes/Projets de Développement

Renforcement des Capacités des Cadres de l'ANPE

Sous la présidence du Directeur Général Adjoint de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, Monsieur Lacina DIABATE, une formation visant à renforcer les compétences d'une trentaine de cadres de l'ANPE dans la conception des programmes/projets de développement s'est déroulée avec succès ce lundi 19 février 2024. Cet événement a eu lieu dans la salle de réunion de la structure, marquant ainsi une étape importante dans l'amélioration des capacités des équipes de l'agence.

Cette initiative répond à un besoin crucial de renforcement des compétences pour assurer la mise en œuvre efficace et efficiente de la Politique Nationale de l'Emploi, sous la direction du Directeur Général de l'ANPE, Monsieur Ibrahim AG NOCK, et avec le soutien de Madame la Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Il s'agit d'une démarche stratégique pour garantir que l'ANPE dispose des ressources humaines qualifiées nécessaires pour répondre aux défis

du secteur de l'emploi et contribuer au développement économique du pays.

Au cours de cette formation intensive de deux (2) jours, les participants ont eu l'opportunité d'acquérir des compétences essentielles telles que la maîtrise de la nomenclature budgétaire et financière, les techniques de montage des projets et programmes, ainsi que la capacité de concevoir, d'étudier et de proposer des projets viables pour le financement. Ces connaissances et compétences nouvellement acquises sont cruciales pour renforcer l'efficacité opérationnelle de l'ANPE et pour garantir des résultats tangibles dans la promotion de l'emploi et du développement socio-économique.

Il convient de souligner que la qualité de cette formation a été assurée par des Experts du Bureau International du Travail pour l'Afrique (BIT Afrique), ce qui garantit un haut niveau d'expertise et de professionnalisme dans l'accompagnement des cadres de l'ANPE. Cette collaboration témoigne de l'engagement de l'ANPE à investir dans le développement de ses ressources humaines et à s'aligner sur les meilleures pratiques internationales en matière de conception et de gestion de programmes de développement.

Arouna Sidibé



Ségou**Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme en Atelier-Retraite**

Sous l'égide du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, s'est tenue la cérémonie d'ouverture de l'Atelier-Retraite de suivi et de planification, dans le cadre de la Loi d'Orientation et de Programmation pour le Secteur de la Justice (LOPSJ 2020-2024). L'événement a été officiellement inauguré par le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Monsieur Mamoudou KASSOGUE, marquant ainsi une étape cruciale dans l'évolution du système judiciaire malien.

La réunion a réuni un parterre d'autorités régionales de Ségou, notamment le Gouverneur de la Région et le Maire de la commune rurale de Sébougou, témoignant de l'importance accordée à cet événement stratégique pour le pays. Le Ministre KASSOGUE a exprimé sa gratitude pour l'accueil exceptionnel réservé à cette rencontre, soulignant l'engagement des acteurs locaux en faveur de la justice au Mali. Étaient également présents les responsables des services centraux du Ministère, ain-

si que des partenaires techniques et financiers.

La cérémonie a débuté par les discours du Maire de la commune de Sébougou, du Directeur de la CPS et des représentants de la société civile et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Mali. Tous ont souligné l'importance de la coopération et du dialogue pour relever les défis auxquels le système judiciaire malien est confronté, mettant en avant la nécessité d'une approche collective pour garantir l'efficacité et l'équité de la justice dans le pays.

Le Ministre KASSOGUE a mis en lumière les progrès réalisés grâce à la LOPJ et a lancé un appel à l'action concertée pour surmonter les défis futurs. La cérémonie s'est conclue par une séance de photo de famille, symbole de l'unité et de l'engagement de tous les participants envers l'avenir de la justice au Mali.

Cette réunion marque une étape décisive dans la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation pour le Secteur de la Justice, soulignant l'importance de la collaboration entre les acteurs nationaux et internationaux pour renforcer le système judiciaire malien et garantir l'accès à une justice équitable pour tous les citoyens.

Fatou Sissoko





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.



N° VERT

80 00 22

248ème anniversaire de l'Indépendance des États-Unis : Le Mali aux cotés de la diplomatie américaine



La cérémonie commémorant le 248ème anniversaire de l'Indépendance des États-Unis a été marquée par la présence de Mme BAGAYOKO Aminata TRAORE, représentant le Gouvernement de la République du Mali. Aux côtés de la diplomatie américaine, cette célébration a rassemblé de nombreuses personnalités de haut rang, telles que des Conseillers de la Présidence de la République, des membres du CNT, d'anciens Premiers Ministres et Ministres, ainsi que des représentants de la société civile et des structures ministérielles.

La journée a été marquée par des discours, des performances artistiques et la remise de présents symboliques. Mme le Ministre, en tant que représentante du gou-

vernement malien, a prononcé un discours empreint de chaleur et de félicitations. Elle a adressé ses vœux les plus sincères de santé, bonheur, progrès et prospérité au peuple américain, ainsi qu'à Son Excellence Madame l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique.

L'intervenante a également souligné l'importance de la coopération solide entre le Mali et les États-Unis, établie dès les premières heures de l'indépendance. Cette coopération repose sur des valeurs de respect mutuel, de compréhension et d'ouverture. Elle a salué les efforts communs visant à promouvoir la stabilité au Mali et à réduire la pauvreté à travers des programmes de développement couvrant divers secteurs tels que l'agro-pastoral, l'éduca-

tion, la santé, l'autonomisation des jeunes, la promotion des femmes, la gouvernance démocratique et l'État de droit, soutenus par l'USAID.

Cette coopération bilatérale a eu un impact positif sur de nombreuses populations en améliorant leurs conditions de vie, en réduisant la pauvreté et en luttant contre l'insécurité alimentaire et la précarité. La commémoration de l'Indépendance des États-Unis est l'occasion idéale de rendre hommage aux héros de la lutte pour l'indépendance, dont les efforts et sacrifices ont contribué à faire des États-Unis ce qu'ils sont aujourd'hui.

Plusieurs autres personnalités, dont l'ambassadeur Yeah Samaké et son épouse, le Premier Ministre Mous-



sa Mara, l'Ambassadeur Mahamadou Nimaga qui, récemment était l'ambassadeur du Mali aux États-Unis, Bokary Treta, la maire de la Commune du District de Bamako, étaient présentes à cette fête. Cette célébration a été un moment de reconnaissance et d'amitié entre le peuple malien et le peuple américain, illustrant la force des liens qui unissent les deux nations dans un esprit de coopération et de progrès mutuel.

Lors de la conclusion de son discours, Madame le Ministre a fait appel aux États-Unis d'Amérique pour qu'ils soient plus attentifs aux préoccupations du peuple malien et qu'ils s'engagent pleinement aux

côtés du Gouvernement de Transition afin de favoriser une collaboration mutuellement avantageuse.

La Volonté du Gouvernement de Transition du Mali en Matière de Partenariats Internationaux

Elle a souligné l'engagement du Gouvernement de Transition à maintenir une ouverture totale à toute forme de partenariat et de coopération avec l'ensemble des nations, tout en respectant pleinement la souveraineté du Mali, ses choix stratégiques, ses alliances et la défense de ses intérêts fondamentaux.

Cette déclaration met en lumière

l'importance d'une coopération internationale basée sur le respect mutuel, la souveraineté nationale et les avantages réciproques. Elle met également en avant la volonté du Mali de renforcer ses liens avec les États-Unis et d'autres nations, tout en préservant son autonomie décisionnelle et en veillant à la protection des intérêts essentiels de son peuple.

Madame la Ministre a appelé les États-Unis à soutenir le Mali dans sa transition politique, à promouvoir une coopération mutuellement bénéfique et à respecter la souveraineté ainsi que les intérêts du peuple malien dans tout partenariat futur.

■ **Karamoko B Keita**

www.malikile.com

Ménaka et Gao : Le ministre de la santé et du développement social au chevet des structures sanitaires et des démunis

Après Kidal, le ministre de la santé et du développement social était dans les régions de Ménaka et Gao la semaine dernière. Comme dans la cité des Ifoghas, elle était accompagnée des responsables des organismes de protection sociale (OPS) au Mali. À Ménaka, le colonel Assa Badiallo touré a remis un lot important de vaccins au directeur régional de la santé. Elle a également offert un lot important de médicaments composés de plusieurs spécialités au bénéfice des structures de soins de la région.



Après la visite des unités du Centre de santé de référence (CsRef) et la remise des médicaments, Madame le ministre a également procédé à la donation de 100 kits alimentaires aux couches vulnérables de la région et elle a annoncé

l'arrivée prochaine de 200 tonnes de céréales en guise de réponse à la situation alimentaire très préoccupante dans la région de Ménaka.

De retour de Ménaka, le Colonel Assa Badiallo Touré a procédé à la

remise de 70 tonnes de produits alimentaires (mil, riz et huile) aux démunis et aux déplacés de la région de Gao. Soucieuse de l'amélioration des conditions de travail des agents socio-sanitaires et de la qualité des soins, le ministre de la Santé et du

Développement social a visité respectivement les différents services de l'Hôpital régional de Gao (imagerie, maternité, laboratoire...). Elle a ensuite mis l'accent sur l'état des lieux et indiqué que des mesures sont en cours pour pallier les insuffisances signalées par les responsables. Elle a enfin exhorté le personnel à redoubler d'efforts pour consolider le courage dont ils ont toujours fait preuve.

«Les dispositions sont en cours pour lever le blocus et créer les conditions pour que Ménaka soit ravitaillé de façon continue», a promis le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, Colonel-major Ismaël Wagué. Et d'assurer, «le problème du Mali, c'est le terrorisme et les autorités sont à pied d'œuvre pour prendre le problème à bras-le-corps» ; En tout cas, le week-end dernier, le gouvernorat a annoncé que 10 camions contenant 200 tonnes de riz sont arrivés à Ménaka sous escorte des FAMA «sans aucun incident» !

CRISE SÉCURITAIRE : Le nombre de déplacés internes en baisse

En 2023, le nombre des personnes déplacées internes (PDI) au Mali a diminué de 9 %. C'est ce qu'a annoncé la Direction nationale du développement social dans un rapport produit en décembre 2023 et dénommé «Matrice de suivi des déplacements» (DTM). Le document donne un aperçu des déplacements et des besoins humanitaires dans les localités d'accueil de ces déplacés. De 391 000 en septembre 2023, le nombre de PDI est passé aujourd'hui à 354 739 personnes. Le rapport indique que cette baisse a été constatée dans les régions de Tombouctou, Bandiagara, Kidal, Douentza et Mopti. Il précise que, contrairement à ces localités, le nombre de déplacés a augmenté ailleurs, notamment à Gao avec 2 %, Ménaka avec plus de 28 % et Ségou avec 2,4 %.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), plus de la moitié des 354 739 personnes déplacées dénombrées en décembre 2023 (58 %) sont des enfants âgés de 0 à 17 ans. Il a ajouté que, au 31 décembre 2023, le nombre de réfugiés et de demandeurs était estimé à 66 722 tandis que celui des

rapatriés était de 85 683. Le rapport a rappelé que les tensions communautaires, les catastrophes naturelles et les conflits armés sont, entre autres, les principales raisons de ces déplacements. Les personnes déplacées sont principalement originaires de Ménaka, Bankass, Gourma Rharous, Bandiagara, Niono, Douentza, Gao, Ségou, Kidal, San, Djenné, Tombouctou, Mopti... Le document note également que, au cours de l'année 2023, le système d'enregistrement biométrique a détecté près de 14 000 cas de doublons et de fraudes.

Malgré cette baisse notable, le centre du pays continue d'enregistrer de nouveaux déplacés depuis le mois de novembre. C'est le cas dans la région de Bandiagara où le nombre de déplacés est estimé à plus de 42 200. Ces déplacements sont favorisés par des attaques des villages et des hameaux de la région. Néanmoins, plus de 800 000 PDI dans le pays ont pu retourner chez elles entre juillet 2013 et décembre 2023.

■ LEMATIN

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Formation professionnelle

Le Mali en pleine campagne de sensibilisation

Le Mali est actuellement en pleine campagne de sensibilisation sur la formation professionnelle. Le Ministère de l'Entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle a lancé cette initiative pour promouvoir l'importance de la formation professionnelle dans le développement du pays.

La campagne utilise les plateformes Internet du ministère pour diffuser des messages de hauts cadres du secteur, visant à encourager les jeunes à s'intéresser à la formation professionnelle. La Ministre Bagayoko Aminata Traoré a été la première à s'exprimer, déclarant : « Nous sommes engagés à favoriser un écosystème où l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et l'emploi se renforcent mutuellement. » Ce message a été suivi par d'autres, tous liés à la « Campagne de Sensibilisation sur la Formation Professionnelle ».

Le chef de cabinet, Tidiani Diakité, a également souligné l'importance de la formation professionnelle en la décrivant comme un « sous-secteur incontournable pour un Mali émergent ». De même, le directeur national de la formation professionnelle, Yacouba Maïga, a déclaré que « la formation professionnelle est la clé pour le développement de notre pays. Des outils de gestion efficaces favoriseront le développement, la valorisation des diplômés et leur insertion sur le marché du travail ».

Cette campagne s'inscrit dans les efforts du gouvernement malien et du ministère en particulier pour développer le secteur de la formation professionnelle. L'objectif est de réduire le déficit de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs de production. Selon le ministère, les études diagnostics sur le développement du Mali mettent en évidence le faible niveau de qualifications de la



main-d'œuvre comme le principal obstacle à l'investissement privé national et étranger.

Pour remédier à cette situation, le Mali met en place une stratégie nationale en matière de formation professionnelle. L'objectif est d'attirer un grand nombre de jeunes et de mobiliser des financements pour développer les infrastructures et mettre à jour les programmes de formation. Cette approche vise à améliorer la qualité du capital humain du pays et à fournir une main-d'œuvre qualifiée localement.

La campagne de sensibilisation sur la formation professionnelle au Mali est une initiative du ministère de l'Entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle vise à promouvoir l'importance de la formation professionnelle pour le développement du pays et à attirer un nombre croissant de jeunes vers ce secteur. Cette initiative s'inscrit dans les efforts plus larges du gouvernement pour réduire le déficit de main-d'œuvre qualifiée et améliorer les perspectives d'emploi au Mali.

■ Karamoko B Keita



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



APPEL
GRATUIT

80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Sommet de l'AES à Ouagadougou

Renforcement de la coopération régionale et lutte contre le terrorisme



Le Colonel Abdoulaye Maiga, Ministre d'État, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement du Mali, a prononcé un discours lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion des ministres de l'Alliance des États du Sahel (AES) qui s'est tenue à Ouagadougou le 15 février 2024. Dans son discours, le Colonel Maiga a exprimé sa gratitude envers le gouvernement du Burkina Faso pour leur accueil chaleureux et a souligné l'importance de cette réunion dans le contexte actuel des trois États membres de l'AES.

Le Colonel Maiga a commencé son

discours en saluant les délégués présents au nom du Mali et en remerciant le Burkina Faso pour leur hospitalité. Il a également mentionné les dirigeants des trois États membres de l'AES : le Capitaine Ibrahim Traoré, Président de la Transition et Chef de l'État du Burkina Faso, le Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition et Chef de l'État de la République du Mali, et le Général de Brigade Abdourahamane Tiani, Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie et Chef de l'État de la République du Niger.

Le Ministre d'État a souligné l'importance du partenariat stratégique

entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, qui a conduit à la création de l'Alliance des États du Sahel en septembre 2023, par la signature de la Charte du Liptako-Gourma. En moins de cinq mois depuis la création de cette alliance, de nombreux progrès ont été réalisés, tant sur le plan de la sécurité et de la politique que de l'intégration régionale.

La coopération en matière de lutte contre le terrorisme a connu une avancée significative grâce à la mutualisation des ressources et des efforts des trois États membres de l'AES. De plus, la coordination diplomatique entre les pays membres



a permis de prendre des décisions politiques concertées, cohérentes et harmonisées.

Le Colonel Maiga a également souligné l'esprit de coopération, de fraternité, de solidarité et de complémentarité qui caractérise l'Alliance des États du Sahel. Cet esprit, conçu par les plus hautes autorités des États membres, est devenu une valeur partagée par les populations de la région, malgré les défis auxquels elles sont confrontées. Les populations ont su transformer ces difficultés en opportunités, renforçant ainsi leur intégration dans la tradition panafricaine.

En conclusion de son discours, le Colonel Maiga a exprimé sa confiance dans le succès continu de l'Alliance des États du Sahel et a appelé à la poursuite de la coopération régionale pour faire face aux défis communs. Il a souligné l'importance de la solidarité entre les États membres et a exprimé sa certitude que cette ré-

union des ministres de l'Alliance des États du Sahel (AES) serait un pas de plus vers une région plus sûre et plus prospère.

Cette réunion des ministres de l'Alliance des États du Sahel témoigne de l'engagement des États membres à renforcer la coopération régionale et à lutter ensemble contre le terrorisme. L'Alliance des États du Sahel représente une opportunité unique pour les pays de la région de travailler ensemble, de partager leurs ressources et leurs expériences, et de développer des stratégies communes pour faire face aux défis sécuritaires et politiques auxquels ils sont confrontés. Grâce à cette alliance, les États membres sont en mesure de relever ces défis de manière plus efficace et de construire un avenir meilleur pour leurs populations.

La rencontre d'aujourd'hui porte sur les valeurs et les objectifs d'intégration renforcée et de panafricanisme,

qui sont au cœur des discussions. Le gouvernement du Burkina Faso est félicité pour sa préparation inclusive et participative de cette réunion.

Le Président de la Transition et Chef de l'État du Mali, Son Excellence Le Colonel Assimi GOITA, est résolument engagé à concrétiser la vision qu'il partage avec ses homologues du Burkina Faso et du Niger. Pour cela, une délégation comprenant 7 membres du gouvernement, un représentant du Conseil National de Transition (l'organe législatif de la Transition) et 10 hauts fonctionnaires a été dépêchée. Cela témoigne de l'engagement constant du Mali à faire de l'Agence pour l'Intégration et le Développement de l'Espace Sahélo-Saharien (AES) un modèle d'intégration réussi.

La délégation malienne, dirigée par le porte-parole, affirme qu'elle fera tout son possible pour assurer le succès mémorable de la rencontre ministérielle de Ouagadougou.

Ce succès est à portée de main, car les ministres en charge des questions de développement ont déjà tracé la voie lors de leur réunion à Bamako le 25 novembre 2023. À cette occasion, ils ont formulé des recommandations pertinentes et innovantes visant à favoriser le développement économique de l'Alliance des États du Sahel. Cela comprend la réalisation de projets structurants, des mesures concrètes pour stabiliser les économies des pays membres, faciliter l'investissement dans l'espace de l'Alliance des États du Sahel et, à terme, parvenir à une union économique et monétaire.

Les ministres des Affaires étrangères ont également profité de leur réunion ministérielle à Bamako les 30 novembre et 1er décembre 2023 pour formuler deux recommandations importantes. Premièrement, ils ont recommandé d'élargir les objectifs de l'Alliance des États du Sahel aux domaines de la diplomatie et du dé-

veloppement économique. Deuxièmement, ils ont suggéré aux chefs d'État la création d'une Confédération regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, en attendant la création ultérieure d'une Fédération des trois pays.

En plus de ces recommandations, d'autres points ont été soulignés en raison des événements récents. Cela comprend la nécessité de mettre en place une communication efficace pour l'Agence de l'Espace et de la Sécurité (AES), en définissant une stratégie de communication, en sélectionnant une charte graphique et un logo appropriés. Il est également important d'assurer une coordination efficace, une gestion de l'information et de la communication, ainsi que la mise en place de dispositifs de surveillance, de riposte et d'anticipation face aux nouveaux médias. Les médias publics audiovisuels, écrits et numériques jouent un rôle central dans cette stratégie

de communication. Par conséquent, il est prévu de renforcer leur cadre de concertation et opérationnel afin de faciliter le partage efficace de l'information et une coordination accrue en vue d'une communication stratégique.

Le passage que vous avez cité semble faire référence à l'importance des médias privés dans la lutte contre la désinformation, la manipulation et l'intoxication auxquelles nos populations sont confrontées. Il souligne également le contexte politique marqué par la décision de se retirer de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et la nouvelle opportunité qui en découle pour parvenir à une véritable fraternité, solidarité et intégration sans ingérence ni manipulation extérieure.

Karamoko B Keita



8ème Édition de la Semaine de la Jeunesse contre la Corruption : «20 ans de la Convention des Nations Unies contre la corruption : Unissons le monde contre la Corruption»



Le Ministre de la Refondation de l'État a prononcé un discours marquant lors de la cérémonie d'ouverture de la 8ème Édition de la Semaine de la Jeunesse contre la Corruption. Dans son allocution, il a tout d'abord exprimé sa satisfaction et sa gratitude envers nos Frères et Amis de la République du Congo et de la République du Gabon pour leur participation active à cet événement au Mali. Cette présence témoigne de l'engagement fort des pays africains, à travers leur jeunesse, dans la lutte contre la corruption.

Le thème choisi pour cette 8ème édi-

tion, «20 ans de la Convention des Nations Unies contre la corruption : Unissons le monde contre la Corruption», met en lumière l'importance de sensibiliser et mobiliser les jeunes pour lutter sans relâche contre la corruption et les pratiques illicites qui entravent le développement de nos pays. Des chiffres alarmants ont été partagés, montrant que l'Afrique perd plus de 50 milliards de dollars chaque année en raison de flux financiers illicites, dont la corruption est un facteur majeur.

Des données inquiétantes ont également été révélées concernant le

Mali, avec des pertes financières considérables dues à la corruption et à la mauvaise gestion des fonds publics. Une étude a mis en lumière le fait que 86% des jeunes maliens seraient prêts à se livrer à des actes de corruption, soulignant ainsi la nécessité urgente de sensibiliser et d'éduquer la jeunesse sur les dangers de telles pratiques.

Le Ministère de la Refondation, chargé des Relations avec les Institutions, a salué l'organisation de cette semaine de la jeunesse contre la corruption, soulignant l'importance de l'engagement des jeunes dans cette

lutte cruciale pour l'avenir du pays. En conclusion, le Ministre a appelé à une mobilisation collective pour faire de la lutte contre la corruption une priorité nationale et un devoir pour tous les citoyens.

Cette cérémonie d'ouverture a donc été l'occasion de sensibiliser, mobiliser et encourager la jeunesse à s'impliquer activement dans la lutte contre la corruption, afin de construire un avenir plus juste et transparent pour tous. En tant que porteur de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption, votre département montre un engagement fort envers cette cause essentielle pour le développement et la stabilité de notre pays. L'assurance que vous donnez quant aux efforts déployés pour accompagner les initiatives en matière de lutte contre la corruption est un élément crucial pour renforcer la confiance de la population dans les institutions et pour promouvoir une gouvernance saine et transparente. Proposition de valoriser la Semaine de la Jeunesse contre la corruption

La proposition d'intégrer la Semaine de la Jeunesse contre la corruption parmi les événements phares de notre pays témoigne d'une volonté de sensibilisation et de mobilisation envers la jeunesse, acteurs essentiels dans la construction d'une société intègre et éthique. Le dialogue initié par votre Ministère représente une opportunité précieuse pour renforcer la coopération et la coordination des actions anti-corruption à tous les niveaux.

L'engagement du Président de la Transition, Chef de l'État, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, ainsi que celui du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla MAIGA, en faveur d'une lutte acharnée contre l'enrichissement illicite, la corruption, les détournements de biens publics et l'impunité, envoie un signal fort à tous les acteurs de la société. La concrétisation des résultats de ces actions renforce la crédibilité des institutions et la confiance des citoyens.

Il est également essentiel de souligner la reconnaissance envers les organisateurs de la Semaine de la Jeunesse contre la corruption, ainsi que la Communauté de pratiques en matière de lutte contre la corruption, le Projet d'appui à la lutte contre la corruption pour et par l'égalité des Genres, et l'Office central de lutte contre l'Enrichissement illicite, pour leur vision, leur engagement et leur détermination dans la lutte contre ce fléau.

En lançant les activités de la Semaine de la Jeunesse contre la corruption, édition 2024, vous envoyez un signal fort et mobilisateur en faveur d'une société plus juste, intègre et éthique. Cette initiative contribuera sans aucun doute à sensibiliser la population, en particulier la jeunesse, aux enjeux de la lutte contre la corruption et à renforcer la mobilisation collective pour un Mali plus transparent et respectueux de l'État de droit.

Ibrahim Sanogo



Atelier de formation sur la cybercriminalité: Les mises en garde du procureur de la Commune 4



Lors de l'atelier de formation sur la cybercriminalité organisée par la Forsat civile, le procureur Touré a mis en garde les professionnels des médias contre les dangers des pratiques sensationnalistes et de la diffusion d'informations tronquées. Il a souligné l'importance pour les journalistes de traiter l'information de manière responsable, dans le but d'informer, éduquer, former et sensibiliser le public.

Le procureur Touré a rappelé que les professionnels des médias sont soumis à la loi sur les délits de presse, même lorsqu'ils publient des contenus en ligne. Selon l'article 54 de la loi sur la cybercriminalité, tout délit

de presse commis sur internet est soumis à une prescription de 3 mois à partir de sa mise en ligne ou de sa mise à disposition du public. Il a souligné que la loi distingue les infractions commises dans le monde physique et celles exclusivement dans le cyberspace, avec des conséquences juridiques différentes.

Le procureur Touré a insisté sur la nécessité pour les médias de vérifier l'origine des contenus diffusés, en particulier en ce qui concerne les vidéos compromettantes. Selon le lieu et le contexte dans lesquels l'infraction a été commise, différentes législations peuvent s'appliquer, que ce soit le code pénal, la loi sur la cy-

bercriminalité ou la loi sur le régime de presse et délit de presse.

En conclusion, le procureur Touré a souligné que le législateur a mis en place ces dispositions pour protéger la liberté de la presse, pierre angulaire de toute démocratie. Il a invité les journalistes à exercer leur métier avec éthique et responsabilité, afin de préserver l'intégrité de la profession et de contribuer à une information de qualité au service du public. La liberté d'expression et la liberté de la presse sont des piliers essentiels d'une société démocratique. Cependant, il est important d'exercer ces libertés avec prudence et responsabilité, en évitant tout abus qui

pourrait nuire à l'unité nationale, à la cohésion sociale et à l'intégrité territoriale. Il est nécessaire de modérer nos propos publics afin de préserver ces valeurs fondamentales.

Il est également primordial de respecter la loi et de ne pas encourager les comportements violents ou les atteintes à l'ordre public. Les critiques et les vérités peuvent être exprimées de manière constructive et respectueuse envers les autorités, sans recourir à l'insolence ou à l'impolitesse.

Il est regrettable que certains individus soient applaudis pour leur comportement perturbateur ou insultant, ce qui nuit aux valeurs sociales et morales de la société. Il est nécessaire de promouvoir un dialogue civilisé et un respect mutuel entre les citoyens et les institutions.

Les magistrats et les agents publics ont un rôle crucial à jouer dans le maintien de l'ordre et de la justice.

La Mission de Faire Respecter

la Loi

Leur mission consiste à faire respecter la loi de manière impartiale, indépendante et au service de l'État. Il est essentiel que chacun remplisse ses fonctions avec intégrité et professionnalisme, sans se compromettre politiquement.

Apprentissage du Passé pour un Avenir Meilleur

Enfin, il est crucial de tirer des enseignements du passé et d'éviter les excès verbaux ou les actions susceptibles de provoquer des troubles civiques. La stabilité et la démocratie d'un pays reposent sur le respect des institutions et des lois, ainsi que sur une culture du dialogue et du respect mutuel.

Les Réflexions sur la Société et la Nature Humaine

La déclaration du Procureur Touré soulève des questions importantes liées à la société et à la nature humaine. Il aborde les concepts de ja-

lousie, d'égoïsme, de méchanceté et de haine, qui peuvent effectivement avoir un impact négatif sur les relations et la dynamique sociale.

La jalousie, par exemple, peut entraîner des conflits et des ressentiments entre individus, tandis que l'égoïsme peut conduire à des comportements individualistes qui négligent les besoins des autres. La méchanceté et la haine, quant à elles, peuvent engendrer des actions destructrices et des préjudices émotionnels.

Il est préoccupant de constater que ces sentiments négatifs semblent occuper une place prépondérante dans certains cœurs, ce qui peut avoir des répercussions sur la cohésion sociale et le bien-être collectif. Il est donc essentiel de promouvoir des valeurs telles que l'empathie, la solidarité et le respect mutuel pour contrer ces attitudes toxiques et favoriser un environnement plus harmonieux.

Karamoko B Keita



Festival des communautés de culture songhay C'est parti pour la première édition !

La première édition du Festival des Communautés de culture songhay (IR GANDA), s'est ouverte le jeudi 16 février 2024 au Palais de la Culture Ahmadou Hampaté Ba de Bamako. La cérémonie d'ouverture, placée sous le haut patronage du Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence Le Colonel Assimi GOITA, a été présidée par le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamadou KASSOGUE, qui représentait le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla MAIGA.

Plusieurs personnalités y étaient présentes parmi lesquelles des Présidents d'Institutions de la République, des membres du Gouvernement, des membres du CNT, des anciens Présidents d'Institutions et d'anciens ministres, dont le ministre de l'Artisanat, de

la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO et le Président de l'association IR GANDA, l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi MAIGA. La cérémonie a enregistré en outre la présence des représentants des pays invités d'honneur de cette édition. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Maroc et du Niger, qui comptent d'importantes communautés songhay. M. Mossadeck BALLY, Président du Conseil national du Patronat du Mali et Mme HAIDARA Aïcahata CISSE dite Chatto sont les parrain et marraine de cette édition.

Placée sous le thème « Communion et résilience pour le Mali », cette édition a rendu un vibrant hommage aux victimes civiles et militaires des crises au Mali et dans les pays du Sahel, notamment aux victimes de l'attaque barbare et lâche du bateau « Tombouctou ».

Parmi les activités au programme de cette édition il faut noter deux volets. Il s'agit d'un volet artistique et culturel, axé sur la valorisation des produits de l'artisanat, des arts et des différentes créations issues du génie créatif civilisationnel songhay et un volet scientifique sur la valorisation et la documentation de la langue songhay.

Les ministre KASSOGUE et GUINDO ont salué l'engagement des communautés de culture songhay à la sauvegarde et la promotion de leur héritage culturel et linguistique qui constitue une véritable prise de conscience de la nécessité de documenter et de revitaliser le patrimoine commun.

Le festival IR GANDA se poursuit jusqu'au 18 février au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba, sur les berges du fleuve Niger.

CCOM/MACIHT



Le Général Tiani : Le Niger devient le principal fournisseur de gasoil dans la sous-région



Depuis le coup d'État du Général Tiani en juillet 2023, le Niger a été soumis à des sanctions de la part de la CEDEAO. Cependant, ces mesures n'ont pas empêché le pays de se positionner en tant que leader dans le domaine de la fourniture de gasoil. En effet, grâce à sa raffinerie produisant 20 000 barils de gasoil et d'essence par jour depuis 2011, le Niger est devenu un acteur majeur dans le secteur énergétique.

Située dans la ville de Zinder, au centre du pays, la raffinerie joue un rôle clé dans la production d'énergie au Niger. Récemment, le gouvernement de transition a mis en place

un oléoduc géant pour faciliter la commercialisation du pétrole brut, avec des investissements dépassant les 6,3 milliards de dollars pour développer la production pétrolière du pays.

Les autorités nigériennes visent une production quotidienne de 110 000 barils, dont 90 000 barils seront destinés à l'exportation. En attendant la concrétisation de ces projets ambitieux, le Niger a déjà commencé à soulager certains pays de la sous-région en fournissant du gasoil.

Un protocole d'accord sur la fourniture de gasoil a été récemment signé entre le Niger et quatre pays

voisins : le Mali, le Tchad, le Burkina Faso et le Togo. La signature de cet accord a eu lieu le samedi 17 février 2024 à Niamey, en présence des ministres en charge de l'énergie de ces quatre pays ainsi que du Niger. À ce stade, les détails relatifs aux transactions à venir n'ont pas encore été divulgués.

Cette initiative marque une étape importante dans le renforcement des relations énergétiques entre le Niger et ses voisins, tout en soulignant le rôle croissant du pays en tant que fournisseur clé de gasoil dans la sous-région.

Fatou Sissoko

Dissolution du gouvernement: Réactions contrastées des citoyens



La dissolution du gouvernement en Guinée, annoncée par le chef de la junte au pouvoir, le Général Mamadi Doumbouya, a suscité des réactions contrastées à N'Zérékoré, la région d'origine de l'ex-Premier ministre Goumou. Cette décision a été prise sans donner de raison spécifique, laissant place à diverses spéculations parmi la population.

Certains habitants de N'Zérékoré évoquent des soupçons de malversations ou des querelles internes au sein du gouvernement comme possibles motifs derrière cette dissolution. Cependant, une idée commune ressort de ces réactions variées : la nécessité de former un gouvernement d'union nationale pour répondre aux défis actuels et aux attentes des citoyens.

Certains citoyens, comme Zou-tomou Cyril Théa, expriment leur soutien à cette dissolution en soulignant les difficultés rencontrées par la population et l'espoir que le prochain gouvernement saura mieux répondre à leurs besoins. Les tensions au sein du gouvernement de transition et les pressions sociales ont probablement contribué à cette décision radicale.

Il est important de noter que l'opposition dénonce régulièrement la conduite autoritaire de la junte au pouvoir, soulignant des arrestations de dirigeants et des restrictions aux libertés civiques telles que les manifestations et l'accès à internet. Cette situation politique complexe souligne la nécessité d'une transition pacifique et inclusive vers un

gouvernement civil élu, comme promis par la junte d'ici fin 2024.

En résumé, la dissolution du gouvernement en Guinée a engendré des réactions contrastées à N'Zérékoré, mettant en lumière les attentes de la population envers un gouvernement plus transparent, efficace et capable de répondre aux besoins du pays dans cette période de transition politique. La dissolution du gouvernement en Guinée, en particulier à N'Zérékoré, a suscité des réactions variées parmi les citoyens et a soulevé des interrogations quant à l'avenir politique du pays. Les commentaires d'Amadou Laman Barry mettent en lumière des préoccupations concernant les dysfonctionnements au sein du gouvernement précédent, notamment des

possibles détournements de fonds publics. Il exprime son soutien au président de la transition et souligne l'importance de la justice et de l'équité pour tous les Guinéens.

De même, les propos de Bangaly Kourouma mettent en avant la complexité de la situation politique actuelle en Guinée, soulignant la nécessité d'éviter toute escalade socio-politique. Il suggère la formation d'un gouvernement d'union nationale comme solution pour apaiser les tensions et favoriser un consensus entre les différentes parties prenantes.

Dans ce contexte, la proposition d'établir un gouvernement d'union nationale est considérée comme une démarche louable pour promouvoir l'inclusion et garantir une représentation diversifiée des acteurs politiques et sociaux. Un tel gouvernement pourrait renforcer la légitimité de la transition en cours en impliquant largement toutes les parties prenantes, y compris la société civile, les partis politiques et les groupes minoritaires.

Importance du Dialogue Inclusif et de

la Concertation pour un Gouvernement d'Union Nationale

Il est crucial de souligner l'importance du dialogue inclusif et de la concertation pour la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. La participation de toutes les parties prenantes est essentielle pour garantir une transition pacifique et démocratique, tout en respectant les principes démocratiques, les droits de l'homme et l'État de droit.

Promouvoir la Transparence et l'Inclusion pour la Stabilité Politique et Sociale en Guinée

Pour assurer la stabilité politique et sociale en Guinée, il est primordial de promouvoir la transparence, l'inclusion et le respect des principes démocratiques dans la mise en place d'un gouvernement d'union nationale représentatif de la diversité de la population et engagé à servir l'intérêt général. La promotion de l'inclusion et de la diversité au sein du gouvernement revêt une importance cruciale dans le renforcement de la légitimité et de la stabilité du processus de transition.

Renforcer la Confiance des Citoyens et la Légitimité des Décisions

Lorsque le gouvernement reflète la diversité de sa population, cela renforce la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques et accroît la légitimité des décisions prises. Les politiques et les actions mises en place sont plus susceptibles d'être perçues comme justes et équitables, ce qui contribue à consolider la cohésion sociale et à promouvoir un sentiment d'appartenance et d'identité collective.

Enrichir les Décisions par la Diversité des Points de Vue et des Expertises

Par ailleurs, la diversité au sein du gouvernement permet d'apporter une plus grande variété de points de vue et d'expertises, favorisant ainsi une prise de décision plus éclairée et inclusive. Les différentes expériences et perspectives enrichissent les débats et les processus décisionnels, conduisant à des politiques plus efficaces et adaptées aux besoins de l'ensemble de la population.

Fatou Sissoko



CAN Côte d'Ivoire 2024: Analyse post-compétition



À l'issue de la 34ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations en Côte d'Ivoire 2024, marquée par des rebondissements retentissants, un bilan mitigé s'impose à bien des égards.

L'arrivée en fanfare des meilleures équipes africaines de football sur le sol ivoirien laissait présager une compétition spectaculaire en termes de niveau de jeu, mais elle a plutôt donné l'impression d'un défilé de mode. Malheureusement, le constat initial fut l'égalité ahurissante entre les favoris et les outsiders du football africain. Les éliminations précoces de pays tels que le Sénégal, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie, le Cameroun, le Ghana, entre autres, sur fond de scénarios stupéfiants,

ont ouvert la voie à des matchs couperets dès les premiers tours, offrant ainsi une chance inattendue aux équipes en difficulté grâce aux fameuses meilleures troisièmes places qualificatives.

Malgré une défaite cuisante contre la Guinée Équatoriale lors des derniers matchs de poules, la Côte d'Ivoire a su rebondir et se hisser jusqu'à la victoire finale, face aux Super Eagles du Nigeria, le 11 février 2024. Une épopée digne d'un récit héroïque, bien que certains aient soulevé des questions sur un triomphe entaché par des décisions arbitrales discutables, sans pour autant diminuer le mérite de l'équipe ivoirienne qui a su saisir sa chance avec brio face à des adversaires sous-estimés.

En dépit de l'organisation impeccable de cette CAN, notamment en ce qui concerne la qualité des infrastructures sportives, hôtelières et routières, on ne peut ignorer le constat d'un niveau de football continental en baisse, malgré la qualité indéniable des effectifs de nos sélections nationales.

En conclusion, félicitons les autorités ivoiriennes pour cette réussite majeure tout en exprimant nos vœux de succès au Maroc, pays hôte de la 35ème édition de la CAN en 2025, en espérant une organisation encore plus aboutie.

Seydou Diakité
LE TÉMOIN

**Bélier (21 mars - 19 avril)**

Vous serez remarqué pour votre esprit novateur et votre engagement envers des idéaux progressistes. Votre capacité à repousser les limites traditionnelles et les croyances limitantes sera une force. Un nouveau cap se dessine dans votre entreprise ou vos projets, et vous en serez un acteur majeur. Cette période pourrait vous offrir des opportunités pour propulser de nouvelles activités et influencer positivement votre secteur d'activité. À vous de jouer !

**Taureau (20 avril - 19 mai)**

Alors qu'à la maison, vous n'hésitez pas à vous affirmer, vous restez nettement plus discret dans votre milieu professionnel. Timidité, manque de confiance en vous, peur de vous faire des ennemis... Quoi qu'il en soit, vous êtes paralysé, et cela a un impact sur votre moral. Ce que vous n'arrivez pas à dire, vous le ruminez. Aujourd'hui, exprimez-vous enfin ! Vous serez agréablement surpris par les réactions autour de vous.

**Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Cette période vous pousse à sortir de votre zone de confort. Des opportunités de carrière inattendues pourraient surgir. Soyez ouvert à explorer de nouveaux horizons professionnels et à adopter une approche plus téméraire. Votre énergie inépuisable du moment vous aidera à relever les défis qui se présentent, alors n'hésitez pas à oser et à découvrir ces nouvelles perspectives qui se profilent. Pensez toutefois à bien vous entourer.

**Cancer (21 juin - 21 juillet)**

En cette période, vous êtes très empathique dans votre travail et avec vos collègues. C'est une très belle qualité que de pouvoir se confier à quelqu'un comme vous, qui comprend et ressent les choses. On se sent écouté, entendu et pris au sérieux. Pensez à prendre un peu de recul, et veillez à votre propre bien-être et à votre santé : emmagasiner la pression des autres, ce n'est pas toujours bon.

**Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous semblez rayonner par une organisation particulièrement exemplaire aujourd'hui. Votre capacité à structurer vos tâches et missions de la journée pourrait grandement bénéficier à votre cercle professionnel. Cela semble être un talent naturel pour vous, et les situations auxquelles vous devrez faire face, qui vous déstabiliseraient en temps normal, ne vous paraissent pas insurmontables et se résolvent aisément.

**Vierge (23 août - 23 septembre)**

Il semble que vous ayez trouvé votre rythme de croisière après quelques péripéties. Vous êtes beaucoup plus à l'aise dans ce que vous entreprenez et vous maîtrisez mieux votre travail. Par conséquent, ne vous laissez pas distraire par des facteurs extérieurs et concentrez-vous plutôt sur ce que vous avez à faire. Le mieux serait de limiter toutes les interactions qui n'ont pas de lien avec votre travail pour ne pas gêner tous vos efforts.

**Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Que ce soit dans la gestion de projet, le management d'équipe ou la planification stratégique, votre dévouement inébranlable sera un puissant levier de réussite. Veillez à maintenir une harmonie entre vos aspirations professionnelles et votre bien-être personnel pour rester en haut du podium. Cette période pourrait vous apporter des opportunités d'avancement professionnel ou de croissance, si vous êtes entrepreneur.

**Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vous serez distrait, ce qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences sur votre travail. Si des soucis personnels en sont la cause, vous devrez vous efforcer de les mettre de côté lorsque vous serez au bureau. Traiter une chose à la fois sera la meilleure marche à suivre pour traverser cette période de dispersion. Pas d'inquiétude, en remobilisant votre concentration sur vos projets, vous devriez les mener à bien.

**Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Au travail, vous ressentez une certaine lassitude, mais vous n'osez pas l'exprimer. Vous avez peur de n'être pas compris, d'exposer vos faiblesses... Les astres vous conseillent de faire preuve de transparence. Osez exprimer votre mal-être auprès de personnes de confiance. Vous ne rencontrerez qu'écoute et bienveillance, et vous recevrez de précieux conseils. Vous sortirez de cette discussion en ayant pris de bonnes résolutions.

**Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Transformez votre sensibilité parfois envahissante suivant les contextes en une source d'inspiration créative. Cherchez des solutions originales pour surmonter les obstacles au travail, que ceux-ci concernent vos collaborateurs ou vous-même directement. Votre capacité à saisir les nuances ajoutera une profondeur plus humaine à vos projets, attirant l'attention et la reconnaissance. Vos revenus pourraient aussi augmenter.

**Verseau (20 janvier - 19 février)**

Aujourd'hui, de belles choses pourraient résulter d'une riche collaboration. En ce moment, vous êtes particulièrement organisé sur le plan professionnel. Cela vous permet d'être plus efficace et de libérer du temps. Vous pourriez peut-être vous impliquer dans une activité associative. Cette période est propice pour combiner travail et contribution positive à la société. Les étoiles favorisent cette harmonie.

**Poisson (19 février - 21 mars)**

Votre conscience professionnelle vous pousse à doubler d'efforts afin de faire le travail de ceux qui se roulent les pouces, et cela vous demande beaucoup d'énergie. Seulement, vous commencez à saturer et à vous fatiguer. Vous ne tiendrez pas longtemps ainsi. Dites clairement à ces personnes que la situation ne peut plus durer, et si elles ne sont pas réceptives, parlez-en à vos supérieurs sans hésitation.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Commission de l'Organisation de la Justice à Bamako : Mamadou KASSOUCHE invite les acteurs de la justice à la pédagogie et à l'unité

1273 Malikilé



Kamena lève le voile !



Commission de finalisation du projet de Constitution : Le révisé

1274 Malikilé



Les enfants de Badalabougou servis



8ème édition de la Nuit de l'Entreprenariat : Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices

1275 Malikilé



Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA



Mad. Souma Bissane Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goita

1276 Malikilé



La grosse arnaque !



Gestion des fonds, l'aménagement et la protection des forêts et de la faune : La Vice-Ministre Générale dédicte 1.000.000.000 FCFA à l'irrigation des femmes

1277 Malikilé



242 filles et femmes installées



ANGE : Me Moustapha Cissé, l'homme de la situation

1278 Malikilé



De quoi ont peur les pays de la zone franc ?



PROFESSEUR : Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata

1279 Malikilé



Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM



Burkina Faso : Des élèves exposés à la querelle populaire

1280 Malikilé



Les travaux débute aujourd'hui !



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23